



Quelques infos autour de nous :

11 février 2010

Des Aides pour les hôpitaux...

En clôture de la première partie du plan Hôpitaux, la ministre de la Santé a annoncé une aide gouvernementale de 900 millions d'euros pour soutenir la modernisation des établissements hospitaliers.

Le syndicat **SUD-Santé et sociaux** reste sur ses gardes par la voix de son représentant qui déclare « c'est un chiffre conséquent, mais il faudra attendre d'en savoir plus pour savoir si c'est réellement ce qui sera donné ».

Mise en place d'une agence régionale de santé (ARS)...

L'intersyndicale FO, CGT, **SUD** et UNSA exprime des craintes face à la fusion des quatre organismes : DRASS, DDASS, URCAM et ARH prévue pour le 1er avril.

Pour ces syndicats c'est au prix d'une dégradation de l'offre de soins de proximité que ce regroupement autour d'un siège régional basé à Toulouse et d'une seule délégation territoriale par département risque de s'opérer.

Ils dénoncent aussi l'absence d'une direction spécifique de la santé publique dans le nouvel organigramme mis en place, ainsi qu'une « organisation centrée sur la gestion hospitalière et très peu sur la prévention. »

Ils ont tenté d'obtenir des informations susceptibles d'apaiser leurs craintes en posant 27 questions concrètes au préfigurateur de l'ARS nommé par le gouvernement.

Cadres en hausse...

Selon l'Observatoire des métiers de la banque, les cadres représentaient 45,3 % de l'ensemble des effectifs du secteur en France en 2008, contre seulement 29,7 % en 1998. Et cette tendance n'est pas près de s'arrêter.

Un forfait social à France Télécom...

Après l'annonce par Numericable de lancer un forfait social à 9,99 euros par mois, c'est au tour de France Télécom de remettre au ministère de l'Économie un dossier pour un forfait social à 20 euros par mois pour les bénéficiaires du RSA.

Il comprendrait un accès haut débit allant jusqu'à 18 Mo, 100 chaînes de TV dont celles de la TNT et la téléphonie fixe illimitée en France métropolitaine.

10 février 2010

Contre la saturation des lits en psychiatrie...

Dénonçant « *la politique de déploiement de lits supplémentaires dans les unités de soins des hôpitaux psychiatriques dans le but de désengorger les lits d'hospitalisation et de répondre aux demandes de prise en charge.* », le syndicat **SUD** de l'hôpital Saint-Jean-Dieu (Dinan et Saint-Brieuc) veut attirer l'attention des usagers sur les effets secondaires des restrictions budgétaires, des réductions d'effectifs, des suppressions de lits, des fermetures de services et d'un management basé principalement sur des critères de résultats comptables, de rentabilité, de gestion des lits à flux tendu.

Selon ce syndicat seule une véritable politique de santé avec la création de services de moyens et longs séjours, et l'embauche de personnels qualifiés, « *permettra de sortir la psychiatrie du marasme dans laquelle elle se trouve enfermée.* »

Grève dans l'air...

Pour le syndicat national SUD Aérien d'Air France, le plan 'nouvelle offre européenne' (NOE) présenté la le groupe aérien n'est pas, un plan de riposte aux compagnies Low cost sur les vols France et Europe (comme l'affirme la Direction du groupe), mais un énième plan de rigueur prévoyant, entre autres, la suppression de 20% des emplois dans chaque escale par an.

Aussi ce syndicat appelle l'ensemble des agents travaillant dans les escales France (inclus Orly et Roissy), les services Informatique et comptable de Toulouse ainsi que les chauffeurs de Cars Air France, à une grève de 1h à 24h vendredi prochain.

22 pas de facteurs...

Le mouvement de grève lancé par les syndicats CGT-PTT et Sud PTT lundi dernier suite aux conséquences de la mise en place d'une nouvelle organisation nommée « Facteur d'avenir » ne semble pas avoir pris l'ampleur qu'ils attendaient.

Selon la Direction la grève n'a été suivi que par 5 % des personnels, et 94 % des tournées ont été assurées.

Le préavis de grève continue à courir ; une assemblée générale décidera de la reconduite ou non du mouvement.

Les syndicats très critiques...

Afin de ne pas provoquer une mise en concurrence des écoles qui selon les syndicats aboutirait à pousser les parents à mettre leurs enfants dans les écoles affichant les meilleurs résultats... SNUipp/FSU, **Sud Éducation** et CGT Éducation appelle les enseignants à ne pas faire remonter les résultats des évaluations des CE1 et CM2.

De plus l'intersyndicale dénonce la méthode : évaluation sur des critères ne relevant pas du programme, imposition d'une notation binaire « tout bon ou ce n'est rien du tout »... et s'insurge contre le fait que « *dans le premier degré, jamais on a promis de primes aux enseignants. Or là, on leur propose 400 € pour un travail qui fait partie de leur boulot* »!

Colère des médiateurs...

A Lille, accusé d'avoir vandalisé la pointeuse de l'association un médiateur de Citéo (association spécialisée dans la médiation sociale en milieu urbain) a été convoqué en entretien disciplinaire et licencié par la Direction.

Jugeant cette sanction « abusive et non fondée », l'intersyndicale (**SUD**, FO, CFTC et CFDT) a appelé à la mobilisation générale et une cinquantaine de e médiateurs de Citéo, ont manifesté leur mécontentement.

Selon les employés, la vraie cause de ce licenciement est que l'employé était un des meneurs de la grève d'octobre 2009

Selon le directeur d'exploitation, projet et qualité la décision ne s'est pas basée sur des on-dit mais sur des preuves tangibles, issues d'une enquête interne et policière.

Changement de nom

Après son lancement opérationnel le 1er janvier, Amundi a entamé le changement de nom de ses expertises et produits ainsi depuis hier CASAM ETF s'appelle Amundi ETF. La gamme Amundi ETF est gérée par Amundi IS, filiale à 100% du groupe Amundi.

la Cour des Comptes épingle les banques...

Pour elle l'Etat ne prévient pas le surendettement pour cause l'absence de politique de prévention et de pilotage stratégique de l'Etat, qui s'est contenté de déléguer le secrétariat des commissions à la Banque de France

Par ailleurs, les coûts engendrés sont élevés et non maîtrisés et sont supportés par la Banque de France. La cour des compte estime que les banques doivent participer aux coûts de fonctionnement de ces commissions.

En matière de prévention, la Cour est favorable au durcissement des mesures comprises dans la réforme du crédit à la consommation. Selon elle un fichier positif apporterait un éclairage sur la prise de risques des *banques*. Le parlement devrait créer une commission d'étude qui devra statuer dans "*les plus brefs délais*". Si le nouvel encadrement des cartes de fidélité et de crédit est inefficace, il faudra "*étudier la possibilité de les interdire à terme*".

09 février 2010

Le conseil général partiellement en grève...

La réorganisation des services de la délégation de la vie sociale de la collectivité ayant été lancée par le Conseil Général de la Loire, les organisations syndicales ont demandé à plusieurs reprises l'étude dans les détails de cette réorganisation.,

L'administration du Conseil Général ayant décidé unilatéralement de fusionner deux sous-directions avec un changement de site du jour au lendemain d'une douzaine de personnes, les organisations syndicales ont décidé depuis hier matin d'appeler à une grève illimitée l'ensemble du personnel concerné (un mouvement largement suivi).

Ils demandent la suspension immédiate du projet de réorganisation en regard d'un cahier revendicatif.

La mobilisation du 93 s'étend ...

Après la mobilisation du 9 février, qui avait rassemblé plus de 200 grévistes, parents d'élèves et lycéens devant la mairie d'Aubervilliers, c'est aujourd'hui près de 600

personnes qui manifestaient à Saint-Denis, place de l'hôtel de ville. Plus d'une cinquantaine d'établissements du département étaient représentés.

La rapidité et le succès de cette mobilisation s'expliquent en partie par le ras-le-bol général sur les conditions de travail, la montée des tensions sociales dans les quartiers les plus défavorisés et des revendications claires et urgentes :

- refus des suppressions de postes
- refus de la casse du statut
- refus de la réforme de la formation des maîtres
- disparition progressive des TZR
- titularisation des précaires: Vie Scolaire, agents TOS, contractuels
- attaques répétées du gouvernement contre le service public d'éducation
- La FCPE insiste sur le remplacement des professeurs par des personnels formés, et a parlé du dispositif « Où y a pas cours »._

Tous ces constats et toutes ces revendications rendent une réponse massive et déterminée plus que jamais nécessaire et urgente aussi les sections départementales du SNES, de **SUD** et de la CGT appellent désormais à suivre le mouvement.

La bancarisation des plus pauvres...

Selon une étude du gouvernement, aujourd'hui en France le taux de bancarisation pour les personnes vivant sous le seuil de pauvreté atteint 98 %.

Les initiatives prises ces dernières années pour améliorer l'accès des personnes les plus fragiles aux services bancaires, sous l'impulsion notamment du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) semblent avoir porté leurs fruits.

Les associations estiment que les banques ont encore des efforts à fournir pour amener la population qui n'a pas encore accès aux services bancaires - environ 500.000 personnes parmi les plus défavorisées - à y venir.

L'emploi des cadres va toucher le fond cette année...

En 2010, selon l'APEC, la baisse des embauches de cadres serait de 4 % à 10 % par rapport à 2009

Ces prévisions sont d'autant plus mauvaises que la barre était déjà descendue très bas l'an dernier : chute des recrutements de - 28 % par rapport à 2008 avec une augmentation du taux de chômage à 4,1 % contre 2,9 % en 2008

Et, comme en 2009, les débutants devraient payer le prix fort...

08 février 2010

Generali n'exclut pas la fin de l'accord...

Ayant conclu l'an dernier un accord de consultation sur toute décision stratégique en rapport avec leurs participations dans Intesa Sanpaolo, le Crédit agricole et Generali pourraient y mettre un terme pour en terminer avec leur conflit avec les autorités antitrust italiennes.

Partenariat...

Dans le but d'enrichir l'offre de produits et de services à destination du monde agricole Agricole Assurances et le Groupe Agricola ont conclu un partenariat concerne.

Les crédits immobiliers en pleine ascension...

A l'occasion du prochain Salon habitat expo de Vannes (Morbihan) le Crédit agricole reste prudent et se refuse de parler de reprise cependant il constate une remontée spectaculaire des crédits immobiliers dans la région.

Le département restant attractif, la baisse des prix du neuf étant faible, les stocks de logements s'étant bien, . les taux restant bas, 2010 reste une année d'opportunités.

Un prêt santé à taux zéro...

La banque du Crédit municipal de Paris vient de créer un micro-prêt à taux zéro visant à couvrir les dépenses de santé importantes moins prises en charge par la Sécurité sociale à l'horizon 2010.

Le prêt à taux zéro permettra de financer des prestations onéreuses pas ou peu prises en charge par les mutuelles représentant une dépense directe de l'assuré (appareillage, prothèse...).

A terme, le dispositif devrait être étendu à l'ensemble des personnes disposant de ressources modestes et adhérentes de mutuelles qui passeront un accord avec le Crédit municipal de Paris.